



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n° 23 du 12 mai 2017

Au sommaire :

- **Notre tour est venu, les travailleurs candidats anti-système pour en finir avec Macron et la dictature de la finance** - *Yvan Lemaitre*
- **Face aux nouvelles attaques annoncées, quelle politique pour aider à la convergence des mécontentements et des luttes ?** - *Laurent Delage*

Notre tour est venu, les travailleurs candidats anti-système pour en finir avec Macron et la dictature de la finance

Les travailleurs, les classes populaires n'ont aucune raison de se réjouir du deuxième tour de la Présidentielle et chacun a éprouvé un légitime soulagement de voir enfin se conclure cette mascarade politicienne. Un soulagement aussi de voir Marine Le Pen défaite même si son éventuelle victoire était bien peu probable. Cette relative défaite ne corrige en rien l'évolution des rapports de force politiques au détriment du monde du travail qui n'augure rien de bon.

Certes Macron est mal élu mais il bénéficiera du recul global dont attestent ces élections pour accentuer et orchestrer l'offensive des classes dominantes. Il s'y est déjà consacré sous la houlette de Hollande qui l'a mis en selle et en a fait son héritier pour achever la liquidation du PS d'Epinais et prendre le relais des vieux partis déconsidérés aux yeux de l'opinion. Du point de vue des classes dominantes, il fallait changer la méthode de management et de marketing politique, renouveler l'encadrement pour avoir les mains libres afin de se livrer à de nouvelles spéculations financières et politiques en considérant le pays comme une multinationale européenne dans le jeu de la concurrence mondialisée.

L'élection de Macron répond à leurs besoins mais témoigne aussi qu'une fraction de la moyenne et petite bourgeoisie, aussi des salariés, sont dupes même si pour la plupart l'essentiel était de dégager tous les vieux hasbeens de la politique. Nous verrons si cette dynamique prend réellement, si Macron réussit, à la façon de Sarkozy, à subjuguier une fraction de l'opinion suffisamment large pour se donner les moyens de gouverner avec une forte majorité voire une majorité absolue. Les institutions de la V^{ème} République améliorées, si l'on peut dire, par le quinquennat, lui en donnent les moyens en instituant l'élection du Parlement dans la foulée de la présidentielle avec le scru-

tin majoritaire à deux tours. Il n'est pas dit que cela suffise à élever le jeune arriviste au niveau de la Pyramide du Louvre. Le grand spectacle sons et lumières n'aura même pas duré le temps d'une soirée. Les tripatouillages continuent, un remake de la politique d'ouverture de Sarkozy. L'effondrement des vieux partis dont de nombreux membres éminents s'empressent de présenter leur curriculum vitae au nouveau chef du personnel va sans aucun doute l'aider sur le plan institutionnel mais pourrait bien ruiner le peu de crédit qu'il a pu conquérir dans l'opinion. Mais il est déjà prêt à gouverner par ordonnances...

Le nombre d'abstentionnistes n'a jamais été aussi élevé depuis 1969, plus de 12 millions, et les votes « blancs » et « nuls » dépassent les 4 millions, soit au total plus de 16 millions d'électeurs/électrices tout en sachant qu'une partie non négligeable des milieux populaires ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Macron est élu avec un peu plus de 20 millions de voix, 66 % des suffrages exprimés, mais seulement 42 % de l'ensemble du corps électoral, au premier tour respectivement 23 % et 17 %.

Du point de vue des travailleurs et de leurs luttes, l'essentiel est ce rejet des partis institutionnels qui jusqu'alors structuraient, encadraient l'opinion, canalisait le mécontentement pour qu'il ne sorte pas du cadre imposé par la bourgeoisie. Tous ces vieux carcans craquent de partout, le libéralisme et son dernier produit, Macron, délitent les vieux rapports, bousculent les positions acquises, ouvrent les yeux au plus grand nombre sur les classes dirigeantes et leurs serviteurs, leur monde et, au final, ce jeu de massacre a quelque chose de réjouissant. La préparation des législatives, les dissidences à droite comme à gauche en sont une nouvelle illustration.

Cette mascarade politicienne ouvre des possibilités si le mouvement ouvrier, les révolutionnaires se donnent les moyens collectifs d'aider aux prises de conscience. Il est de plus en plus évident que le système est bloqué, que rien ne s'améliorera pour le plus grand nombre si nous ne remettons pas en cause la propriété capitaliste, si nous n'amplifions pas la crise politique en germe en intervenant directement sur le terrain social et politique.

Extrême-droite ou droite extrême, quelle future alternance ?

La volonté d'écarter Marine Le Pen du pouvoir a été le principal ressort du vote Macron. C'est dire sa faiblesse d'autant que, le plus souvent, les illusions sur la possibilité de faire obstacle à la montée des idées réactionnaires par le bulletin de vote ne s'accompagnaient guère d'illusions sur Macron, bien moins qu'en 2002 lors du vote Chirac. Non parce que la banalisation du FN serait un fait acquis, mais surtout parce que la responsabilité des partis qui se servent de Le Pen comme d'un faire valoir est de plus en plus évidente. Alors que tous les partis de gouvernement ont repris la plupart de ses préjugés, la formule incantatoire affirmant que le FN n'est pas un parti comme les autres a perdu de son pouvoir, les autres ressemblent de plus en plus au FN et même pour bien des salariés Marine Le Pen apparaît comme une opposition aux politiques réactionnaires et anti-ouvrières de la droite et de la gauche depuis 3 décennies.

C'est cela qui explique la progression du FN qui réalise son meilleur score « historique ». Sa défaite est très relative et les 10,6 millions de voix qu'il recueille sont l'expression du recul politique en particulier au sein des classes populaires où les idées réactionnaires font des ravages.

Ce recul, la gauche en est responsable.

Cependant, Le Pen a doublement raté son pari. Sa piètre prestation lors du débat face à Macron et son faible score (33,9 %) ne lui permettent pas, comme elle l'espérait, de pouvoir jouer aux législatives le rôle de première opposante au nouveau président. Il n'est pas exclu qu'elle ne parvienne pas à constituer un groupe parlementaire.

Dès dimanche soir, elle a annoncé une « *transformation profonde* » du Front national afin de construire « *une nouvelle force politique* ». Une façon de prendre l'initiative en anticipant la contestation dont elle va être l'objet.

Pour tous les ambitieux qui grenouillent au FN, celui-ci ne pourra aller plus loin s'il ne cesse d'être l'instrument et la propriété d'une dynastie familiale, une dynastie des beaux quartiers, avec de l'argent, des biens immobiliers, une famille assujettie à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), une dynastie familiale devenue parti politique, avec trois générations, un phénomène de népotisme assez unique.

Dans la compétition qui l'oppose aux Républicains, l'OPA amicale sur Dupont-Aignan ne peut suffire à lui ouvrir les portes de la vieille droite et il ne lui suffira pas non plus de mettre de l'eau dans son vin en promettant le maintien de l'euro. Le Pen s'adapte au CAC40 mais cela ne peut lui

permettre de surmonter le barrage des vieilles haines entre sa dynastie et la droite issue du Gaullisme. Et ses scores ne peuvent convaincre d'autant qu'aux législatives la droite s'en sortira mieux que le FN. Une « transformation profonde » est engagée qui devra liquider l'image dynastique. Si cela peut expliquer le retrait de Marion Maréchal Le Pen, cette transformation ne vise pas seulement la fin de la dynastie mais surtout exprime la volonté de faire du nouveau parti qui sortira de cette mue un parti plébien réellement actif, y compris au sein des classes populaires, contre le mouvement ouvrier pour préparer la future alternance.

« Ce Parti socialiste est mort, il est derrière nous », toute honte bue...

Valls a remis le couvert en annonçant encore et à nouveau la mort du PS dans le même temps que sa candidature au nom de la majorité présidentielle qui l'a immédiatement classé dans la file d'attente... Macron, promu chef du personnel, ne va pas se priver du plaisir de rabaisser son ancien chef de service à Matignon... Certains n'ont pas compris qu'en liquidant leur propre parti, leur valeur marchande pouvait être sacrément dévaluée. Le crime ne paye pas toujours... Quoi qu'il en soit, le crime a bien eu lieu, le PS de Mitterrand, celui du congrès d'Épinay de 1971, est bel et bien mort.

Ce PS n'avait plus rien à voir depuis longtemps avec la social démocratie, un parti ouvrier réformiste, même si les journalistes bien-pensants que la campagne de Hamon effrayait continuaient par routine intellectuelle à user abusivement du terme. Ce Parti d'après 1971 n'était qu'un appareil électoral destiné à servir les ambitions d'un homme de droite, Mitterrand, qui avait besoin de sa façade repeinte pour capter le PCF et le vote ouvrier et populaire.

Dès 1984, la mascarade était finie, le PS devenait le parti de l'offensive libérale contre les travailleurs et la population. Avec Hollande la mise en scène « socialiste » a fini par apparaître clairement pour ce qu'elle était, une mauvaise comédie, un mensonge destinés à duper l'opinion. Et c'est bien ce mensonge conscient et organisé qui a poussé une partie des classes populaires dans les bras du FN.

Aujourd'hui, les multiples ralliements à Macron ne sont que la continuation de cette longue décomposition politique et morale. Cambadélis est l'homme de la situation pour sauver les meubles et préserver les biens du PS, un bon syndic de faillite.

Quand Mélenchon rêve de cohabitation et liquide le PC...

Étrange dénouement que celui de la nouvelle aventure dans laquelle la direction du PC avait engagé son parti, celle de la France Insoumise après celle du Front de gauche. Après avoir soutenu Mélenchon bien qu'il l'ait déjà mis dans une position inacceptable de... soumission, Pierre Laurent est contraint de rompre sur la question des législatives, refusant de passer sous les fourches caudines de FI. Chacun insulte l'autre avec cette violence sans complexe qui préside aux relations des appareils petits ou

grands où chacun défend son pouvoir au mépris de ses propres militants et électeurs sans parler, bien sûr, d'idées. Étrange dénouement en fait annoncé, chacun poussant le bras de fer jusqu'aux limites imposées... par le calendrier. Deux logiques politiques d'appareil aux intérêts différents, celle du populisme de gauche du leader maximo opposée à une tentative dérisoire de sauver ses élus en cherchant à ranimer une union de la gauche défunte... Deux politiques qui n'ont rien à voir avec la défense des intérêts des travailleurs et de la population, deux échecs assurés dont les militantes et les militants devront tirer les leçons pour se donner les moyens de faire face à la nouvelle période à laquelle nous sommes confrontés.

Et la France Insoumise continue son bluff prétendant pouvoir constituer une majorité parlementaire pour imposer une cohabitation à Macron, bluff, démagogie, violence d'appareil ne portent vraiment pas un « *avenir progressiste* »...

Un système bloqué ou la dictature du capital

Ces batailles institutionnelles entre politiciens sont bien dérisoires au regard de l'ampleur des problèmes auxquels sont confrontés le monde du travail, les classes exploitées au niveau hexagonal mais aussi européen et mondial. Ces élections viennent souligner à quel point le système est bloqué, fermé, sans issue.

Le capital dicte sa loi dans tous les domaines économiques mais aussi politiques et idéologiques. Il achète médias, intellectuels, pour façonner l'opinion à l'idéologie qui répond à la défense de ses propres intérêts et dont Macron est un des artisans profondément convaincu, dupe. Il met en scène un spectacle destiné à duper les masses en vantant l'idéologie managériale que, sur les lieux de travail, l'encadrement nous ressasse tous les jours, avec plus ou moins de conviction... Une campagne américaine à la française...

Macron en a été le chef d'orchestre parce que parmi les pantins politiques, il était le plus à même de l'incarner. « En marche ! », bricolé à partir des rebuts des anciennes formations politiques discréditées, a été porté par ces milieux de la finance, des médias, de la politique, le système.

Cette machine, ce système ne peuvent être réformés ou amendés, il n'y a pas d'autre issue que de renverser la table, aucun bulletin de vote ne suffira hors de la mobilisation, de l'organisation de larges fractions du monde du travail et de la jeunesse.

Combattre l'uberisation de la société pour empêcher sa lepenisation...

Durant l'entre deux tours de la Présidentielle, les discussions se centraient autour de la menace d'une éventuelle victoire de Le Pen et, en conséquence, la nécessité voire l'obligation de voter Macron pour lui faire barrage, discussions prisonnières des logiques parlementaires. Il n'a pas manqué de bons apôtres de gauche pour nous expliquer qu'il fallait que nous votions pour l'auteur de la loi Macron. Mais pour la première fois depuis bien longtemps,

l'idée du bulletin de vote comme barrage n'allait pas de soi y compris pour beaucoup de travailleurs, de jeunes, y compris pour celles et ceux qui ont fait le choix d'aller voter. Nous comprenons ce choix et nous savons faire la différence entre ce geste et la campagne médiatisée, la mise en scène orchestrant le vote Macron pour mieux ramener le rejet des grands partis institutionnels dans le cadre institutionnel.

Nous le comprenons, mais nous comprenons aussi que tous ces rabatteurs de voix travaillaient à obscurcir les consciences en brandissant la peur, la menace du fascisme, en criant au loup.

Il est dangereux de crier au loup quand il n'est pas là, de jouer des peurs plutôt que de la conscience, de l'intelligence, de la politique.

On ne peut agir que si le cerveau est lucide plutôt que dominé par les drames du passé et les mythes. Le danger d'une nouvelle poussée réactionnaire est bien réel, qu'elle vienne du FN, d'un FN « *transformé* » ou de la vieille droite voire demain du « *macronisme* » lui-même. Ce danger, c'est Macron qui le prépare comme y a contribué le gouvernement socialiste dont il était ministre. Ce danger, il est inscrit dans l'évolution même du capitalisme, de la politique des classes dominantes ici et dans le monde. Il gît dans le développement de la violence de classe qui atteint les individus dans leur être profond. Il faut prendre le problème dans sa globalité, l'exploitation, les inégalités, l'évasion fiscale, les guerres, le terrorisme, le réchauffement climatique... Il faut prendre le problème à la racine, le fonctionnement d'une classe sociale, propriétaire des moyens de production et prédatrice du travail d'autrui qui mène une guerre de classes contre les peuples.

L'incantation antifasciste impuissante, l'analogie avec les années trente sont des dramatisations qui paralysent. Si nous devons faire une analogie, ce serait avec le début du siècle dernier quand se développait le stade impérialiste du capitalisme et que le mouvement ouvrier et révolutionnaire se préparait à un nouvel élan qui déboucha, il y a un siècle, sur la vague révolutionnaire de 17.

Nous avons nous aussi à nous préparer à un nouvel élan, plutôt que de prédire le pire, de jouer les Cassandre, soyons capables de préparer le meilleur.

Une idée forte fait son chemin, pour obtenir la garantie d'un emploi et d'un salaire décent, l'accès à des services publics répondant aux besoins, en finir avec l'état d'urgence et l'insécurité, les guerres et le terrorisme, il est indispensable de renverser cette V^{ème} république pour conquérir la démocratie pour les travailleurs et la population. Le monde du travail ne pourra satisfaire ses besoins élémentaires que dans un ordre social radicalement différent de celui d'aujourd'hui, une organisation sociale qui mettra l'économie au service de la population.

Cette indispensable transformation ne pourra se faire de l'intérieur, dans le cadre des institutions, elle nécessite une révolution démocratique, la conquête du pouvoir par les travailleurs et les classes populaires.

Notre critique du capitalisme, la défense du socialisme et du communisme

Le monde est entré dans une nouvelle époque qu'il faut analyser, comprendre, saisir dans ce qu'elle a d'inédit et de positif du point de vue des luttes d'émancipation sans rester enfermé dans la dénonciation morale du capitalisme.

Notre critique du capitalisme, c'est le socialisme, c'est-à-dire démontrer comment le développement social actuel rend nécessaire et possible une réorganisation de la production et de l'échange des biens pour en finir avec la course au profit et la concurrence.

A ce développement correspond un processus de maturation d'une conscience socialiste. Il n'a rien d'automatique mais il est bien réel à travers la prise de conscience que le prolétariat est une classe internationale, que la production comme les échanges participent d'une économie mondialisée, que la crise écologique n'a pas de réponse nationale, que les guerres inévitablement se retournent contre nous, qu'une classe parasitaire et prédatrice s'approprie une part sans cesse croissante des richesses... Cette prise de conscience passe par la confiance en soi, la rupture avec « *la manière bourgeoise de voir le monde* » disait Rosa Luxemburg, pour se construire sa propre compréhension de la société et de son avenir.

Il ne faut pas nous payer de mots, sur la faiblesse de Macron et de son futur gouvernement. Leur faiblesse ne peut

venir que de notre force, de nos mobilisations. Enclencher un nouvel essor des luttes, c'est aussi un travail systématique et opiniâtre pour développer, renforcer une lucidité, une conscience de classe et tisser des liens organisationnels, pas seulement sur le terrain syndical mais surtout sur le terrain politique.

Face à celles et ceux qui vont vouloir refonder la gauche institutionnelle et expliquent que les travailleurs ont besoin de gens pour la représenter, voire d'un homme providentiel, notre travail vise à donner à la classe ouvrière la conscience de sa force, la force de rompre les habitudes de l'oppression et de l'exploitation, à donner le goût de s'organiser, faire de la politique, prendre confiance en elle.

La passion révolutionnaire est le fruit de la compréhension du monde, de l'histoire, des voies et moyens de changer la société, de l'appropriation du marxisme, des idées socialistes et communistes.

La victoire de Macron sur Le Pen laissant derrière eux un champ de ruines politiques ouvre un vaste chantier de reconstruction, patiente et tenace, à travers les luttes et les mobilisations, à partir des acquis de la campagne de Philippe Poutou, pour que naisse un nouveau parti de la classe ouvrière dans la continuité de ce que furent, à leurs origines, la social démocratie et le Parti communiste.

Yvan Lemaitre

Face aux nouvelles attaques annoncées, quelle politique pour aider à la convergence des mécontentements et des luttes ?

Ce deuxième tour des élections présidentielles traduit une situation inédite. L'abstention, les votes blancs et nuls marquent la colère de bien des milieux populaires, refusant ce système bloqué qui prépare le terrain au Front National et aux idées les plus réactionnaires. Pour tous ceux-là, Macron n'est pas un rempart contre le FN, mais bien le plus sûr moyen de voir ses idées renforcées si le monde du travail ne se mêle pas d'inverser le rapport de force.

Dans nos milieux de travail, parmi les syndicalistes ou la jeunesse, descendus dans la rue l'année dernière contre la Loi Travail, beaucoup avaient affirmé leur refus de voter Macron, au nom de « *ni Patrie, ni Patron* », conscients de l'offensive que celui-ci prépare contre les salariés. Cela s'est entendu lors du 1^{er} mai, au point que Martinez a dû prendre position publiquement pour s'opposer au slogan « *Peste ou choléra, on n'en veut pas* » diffusé par le syndicat Info'com-cgt. Une tribune signée de dirigeants de la CGT dans l'Huma est même venue en remettre une couche, appelant explicitement à voter Macron dans le cadre de l'appel confédéral, « *au titre de l'antifascisme, de la défense de la République démocratique et des libertés syndicales gagnées de haute lutte par les salariés* »...

Malgré ces pressions qui se sont accentuées à la veille du scrutin, beaucoup n'ont pas voulu aller voter, se rappelant,

pour ceux qui l'avaient connu, les conséquences du ralliement de la gauche et des syndicats à Chirac en 2002.

Le 8 mai, à l'appel du collectif intersyndical Front social qui avait appelé déjà à une manifestation le 22 avril, plus de 3000 personnes ont manifesté aux cris de « *Macron démission ! Un jour ça suffit !* », avec banderole annonçant « *c'est parti pour un quinquennat de luttes* ».

Tout cela traduit les ruptures qui s'opèrent largement dans les syndicats aujourd'hui, des ruptures qui ont besoin de perspectives. Il y a besoin de prendre des initiatives pour faire vivre ce courant de contestation à la politique du dialogue social menée par les directions syndicales depuis si longtemps. Et de discuter de quelle politique pour renforcer la conscience de classe et affirmer la nécessité de la lutte face aux mauvais coups annoncés par Macron et les classes dominantes, comment préparer cet affrontement.

Pas de paix sociale face à Macron et au prochain gouvernement

La situation est radicalement différente de celle de 2002, qui avait donné à Chirac et à Raffarin une base pour leur politique anti-ouvrière, grâce au ralliement de la gauche et des directions syndicales. Profitant d'un plébiscite avec plus de 82 % des voix, Raffarin s'était largement servi de

ce qu'il appelait « *l'esprit de mai* », pour engluer les directions syndicales dans le dialogue social et leur faire accepter les contre-réformes lancées par son gouvernement.

En 2003, il appelle à une grande concertation sur les retraits à laquelle les confédérations acceptent de participer, pour mieux remettre en cause les 37,5 annuités dans le public. C'est un certain Fillon qui sera à la manœuvre de ce jeu de dupes qui a coûté cher aux travailleurs. Quelques mois plus tard, Raffarin lance le Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie, incluant les confédérations syndicales et le patronat, qui adoptera à l'unanimité le même « *diagnostic partagé* » sur la Sécurité Sociale, juste avant les attaques du gouvernement.

Aujourd'hui, beaucoup de militants refusent cette politique destinée à paralyser les travailleurs. Ils ont entendu clairement la politique de ce banquier, ami des patrons et de la finance, ex-ministre qui pense que la loi Travail, dont il a été l'artisan, n'est pas allée assez loin.

Par contre, au niveau des directions des grandes confédérations, il y a surtout urgence à... attendre ! Jean-Claude Mailly a ainsi déclaré : « *s'il persiste dans l'idée de faire des ordonnances au mois de juillet, ça veut dire qu'il va balayer le dialogue social et la concertation : il y aura problème d'une manière ou d'une autre, donc on attend de voir* ».

Quant à Philippe Martinez, il rappelle la politique de ses prédécesseurs pour justifier sa propre attente : « *La CGT est restée dans la ligne de Bernard Thibault et de Louis Viannet, à savoir celle d'un syndicat qui conteste et qui négocie aussi. Sur la loi Travail, on a contesté le projet avec FO notamment et fait des propositions pour un Code du travail du XXI^e siècle. Mais, aujourd'hui, c'est la conception même du dialogue social qu'il faut revoir. Emmanuel Macron veut procéder par ordonnances sur le travail. Est-ce que c'est du dialogue social ? Il va falloir redéfinir ce cadre* ».

Bref, il faut attendre et voir dans l'attente d'un dialogue social toujours espéré par les directions syndicales. Et pourtant, les mauvais coups sont clairement annoncés, y compris durant l'entre-deux tours où Macron a affirmé « *Je ne vous demande pas de voter contre le Front national, je vous demande de voter pour moi* ».

Pendant la campagne, il a annoncé sa volonté d'aller plus loin sur la loi El Khomri. Alors qu'elle ne permet de déroger à un accord de branche que sur le temps de travail, lui veut l'étendre à tous les domaines. Pour faciliter encore davantage les « accords » d'entreprise défavorables aux travailleurs, il veut accorder aux patrons la possibilité de déclencher un référendum pour valider un accord signé par des syndicats représentant 30 % des salariés. Belle arme de chantage patronal ! Il veut remettre dans la loi le plafond sur les indemnités prud'homales pour licenciement sans cause réelle ni sérieuse, qui avait été remplacé par un barème « incitatif ». Il veut aussi généraliser à toutes les entreprises la disposition de la loi Rebsamen permettant de regrouper le CE, le CHSCT et les DP dans une délégation unique... et de supprimer des représentants

du personnel. Il propose aussi de rétablir l'exonération de cotisations sociales sur les heures supplémentaires, mesure instituée par Sarkozy et supprimée par Hollande en 2012. Concernant la couverture chômage, il annonce un élargissement aux indépendants et aux *uber*, financé par une hausse de la CSG reposant sur toute la population, retraités compris. Mais surtout, il veut remettre en cause l'assurance chômage payée par les cotisations sociales, pour mettre en place une aumône misérable pour ceux qui se retrouvent sans emploi.

Macron a d'ores et déjà annoncé qu'il compte mener la réforme du droit du travail via des ordonnances pour aller vite. Il n'y a rien à attendre du soi-disant dialogue social. La politique de Macron et du patronat est annoncée et connue. Le problème est de formuler clairement une politique pour la classe ouvrière, pour construire l'affrontement contre ce gouvernement.

Dans cette situation, l'initiative du Front social d'une manifestation le 8 mai exprime les possibilités de construire un réel courant lutte de classe aujourd'hui parmi les syndicats, pour mettre en œuvre une telle politique. Mais comment y parvenir à une large échelle pour inverser le rapport de force ?

Faire de la politique, renforcer la conscience de classe pour préparer la suite

Le Front social recouvre environ 70 structures syndicales et associations. Parmi elles, on retrouve Sud Poste 92, Info'com-CGT, ancien syndicat des typographes parisiens reconverti il y a quelques années dans un syndicat moins catégoriel sous la direction d'un militant du PCF, ancien secrétaire de la Filpac. On retrouve aussi la CGT Goodyear animée par Mickaël Wamen, qui se présentait pour le PC en 2002 à Amiens.

A propos du Front social, ce syndicat écrit : « *Cet appel n'est qu'un début il doit nous amener à réussir ce que nous attendons depuis trop longtemps, réunir des millions de citoyens français au même endroit le même jour, car depuis le début de l'année des milliers de mobilisations sont organisées mais elles sont divisées (...) il n'y aura pas besoin de semaines de grève et d'actions pour les faire plier, des millions de personnes dans la rue, même jour, même endroit, même heure, c'est cela dont ils ont le plus peur* ».

Le problème de comment construire cette convergence des luttes à un niveau bien supérieur est effectivement posé. Mais la question ne se règle pas par un volontarisme ou des proclamations, ni même « *dans la rue, même jour, même endroit, même heure* ». Les problèmes que nous rencontrons aujourd'hui pour faire converger les luttes ne sont pas le produit de la « division » en soi mais bien le résultat de problèmes politiques réels et concrets que nous devons affronter consciemment. C'est un rapport de force qu'il faut changer, inverser.

Construire une vraie lutte d'ensemble passe en particulier par la rupture à grande échelle dans la classe ouvrière avec la politique du « dialogue social », pratiquée largement par les directions syndicales. Cela se combine aussi

sur le terrain politique avec la rupture avec les préjugés réformistes toujours bien présents, comme en témoignent les illusions sur Mélenchon en particulier. Ces préjugés servent à masquer la frontière fondamentale de classe au sein de la société et à ramener les travailleurs sur le terrain des institutions, de la « République », voire même de la patrie et du souverainisme.

De ce point de vue, flatter l'abstention sur le 1^{er} tour social qui « *ne sera pas électoral* », slogan du Front social lors de la manifestation du 22 avril, n'est pas une réponse. La gravité de la situation exige des réponses globales, au niveau de toute la société, elle exige de formuler une politique pour l'ensemble des travailleurs, face aux classes dominantes qui mènent la société dans le mur.

Même si la classe ouvrière n'en est pas à prendre le pouvoir, il nous faut mener ces débats sur les perspectives qu'elle représente, sinon, la politique se réinvente en recyclant celle du PC en particulier, comme dans le tract d'appel pour la manifestation du 8 mai : « *Ce que l'on a obtenu dans l'histoire du mouvement ouvrier (nos acquis), l'a toujours été par le rapport de force et par l'unité des organisations qui se reconnaissent dans cet objectif ! Congés payés, diminution du temps de travail, retraite ou Sécurité Sociale sont arrivés soit par de grandes grèves (1936, 1968, etc) soit par l'écrasement de l'Extrême-droite lorsqu'elle avait le pouvoir en France (Régime de Vichy sous Hitler) par le programme du Conseil National de la Résistance* ».

Alors que la gauche parlementaire s'effondre, c'est bien la question de mettre en œuvre une politique de classe qui est posée. Il n'y a pas de réponse à la profonde crise du capitalisme actuelle sur le terrain des institutions, pas de solution hors de l'intervention directe des masses. Cela signifie discuter largement parmi les travailleurs, dans nos syndicats, d'un programme pour les luttes qui mette en avant le contrôle sur la marche de la société par les salariés eux-mêmes, la réquisition des banques, etc.

Une politique pour une avant-garde ou pour l'ensemble des travailleurs

Des camarades du NPA qui sont engagés dans la construction du Front Social expliquent qu'il s'agit avant tout d'avoir une politique pour une avant-garde large, issue en particulier des luttes de la loi Travail. Pour eux, « *C'est en défendant cette politique de convergence des luttes et de regroupement des forces combattives, que nous pourrions poser la question fondamentale de qui doit diriger la société* ». Mais comment passer de l'un à l'autre sans avoir et sans formuler une politique pour l'ensemble de la classe ouvrière ? Quel lien avec la construction d'un parti anticapitaliste et révolutionnaire formulant cette perspective du pouvoir ?

Ce lien, c'est le programme, nos revendications immédiates et transitoires que nous défendons pour construire les

convergences dans le cadre même de notre activité syndicale. Ces mesures ne sont pas un programme « électoral » ou pour le dimanche, mais bien des exigences que nous voulons voir inscrites dans le programme de nos organisations syndicales.

La question de l'interdiction des licenciements est posée aujourd'hui, alors que Macron veut permettre au patronat de licencier comme bon lui semble. Dans la CGT par exemple, cette revendication a été combattue au nom du « *Nouveau Statut du Travail Salarié* », soi-disant plus « réaliste » car il pourrait être repris par un éventuel bon gouvernement de « gauche » ! Il faut tirer le bilan de cette politique impuissante qui paralyse les travailleurs et poser le problème de la lutte pour l'interdiction des licenciements, comme une exigence unifiante pour l'ensemble du monde du travail.

De même, la revendication des 32 heures, présentée souvent comme une proposition pour permettre de sortir de la crise, a relancé la question du partage du temps de travail sans partage du salaire. Là aussi, ce sont des exigences à discuter dans nos équipes syndicales. Quand l'activité diminue dans une entreprise, il n'y a pas de raison pour que les salariés paient la facture, partageons le travail entre nous !

Les campagnes sur « l'industrialisation » remettent aussi en débat la question des réquisitions d'entreprise, du contrôle des salariés et de la population sur l'économie, face aux capitalistes qui ferment les usines quand cela ne leur rapporte plus assez de profit.

La convergence des luttes se construit à partir des luttes réelles, existantes, à partir de la solidarité. Elle se prépare aussi à travers des convergences d'équipes militantes sur le programme revendicatif, sur les perspectives d'ensemble, dans des initiatives intersyndicales échappant aux réflexes de boutique entretenus par les appareils.

Prétendre représenter une convergence de luttes sans ces luttes et éviter la confrontation et la discussion sur les perspectives, le programme nécessaire pour unifier, risquerait de conduire à une impasse.

Le Front social est une première réponse à un besoin né du mouvement du printemps et de la nouvelle situation politique et sociale. Mais il ne peut se contenter de se poser en rupture avec les organisations syndicales, sans engager la discussion avec les militants, avec les syndiqués, les travailleurs pour construire un courant lutte de classe, formulant une politique pour les luttes, leur convergence, etc. Les deux peuvent ne pas être contradictoires à condition de définir une démarche qui s'adresse à l'ensemble de la classe ouvrière et vise à la convergence des luttes comme à l'unité des travailleurs sur des bases d'indépendance de classe.

Laurent Delage